

INTERDICTION D'ACCÈS

**16, rue Bergère, lots n°34 et 47 (appartements) et n°31, 33, 36, 46 (caves)
à Nantes**

MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant les constatations faites le 20 août 2024 par des agents du Service risques et crises de la Ville de Nantes, des conséquences de l'incendie ayant affecté l'immeuble situé 16, rue Bergère à Nantes le 20 août 2024,

Considérant l'avis technique solidité structure IDATL/24/089 établi par SOCOTEC le 27 septembre 2024 indiquant un risque concernant la stabilité des éléments porteurs des lots 31, 33, 34, 36, 46 et 47,

Considérant le diagnostic électrique 09230 établi par ACMH le 24 septembre 2024, concluant sur une installation électrique non fonctionnelle et en partie détruite pour les lots 31, 33, 34, 36, 46 et 47,

Considérant de ce fait, le risque pour la sécurité publique,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

ARRÊTE

Article 1 - A compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement des mesures propres à garantir la sécurité des accédants, lesquelles devront être attestées par un homme de l'art, **l'accès aux lots n°34 et 47 (appartements) et n°31, 33, 36, 46 (caves) de l'immeuble situé 16, rue Bergère à Nantes, est interdit.**

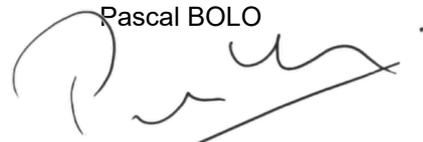
Article 2 - Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, l'accès aux zones susvisées est autorisé à tous professionnels experts, équipés de protection individuelle, mandatés par les parties intéressées.

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié au syndic, en charge de le diffuser aux propriétaires.

Article 4 – Le présent arrêté sera affiché sur place et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet metropole.nantes.fr

Article 5 - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 13 novembre 2024

Pascal BOLO

L'Adjoint délégué,
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint Délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le 13 novembre 2024

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à dpd@nantesmetropole.fr ou par voie postal à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.